

Motion de l'Assemblée générale Étudiant-e-s / Personnels mobilisé-e-s de l'Université Paris 13, Campus de Bobigny.

Une Assemblée générale s'est réunie le 27 janvier 2020 sur le campus de Bobigny de l'Université Paris 13. Elle a rassemblé plus d'une centaine de personnes représentant les différentes composantes du campus (IUT Carrières sociales et Gestion des entreprises et des administrations et UFR Santé médecine, biologie humaine, notamment en PACES, dans les licences sciences sanitaires et sociales, STAPS et en master de santé publique). Elle a adopté les positions suivantes.

Nous, personnels et étudiant-e-s mobilisé-e-s de l'Université Paris 13, campus de Bobigny, nous inscrivons dans la mobilisation nationale contre la réforme des retraites et la future Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), ainsi que contre la casse du modèle social, du système de santé et les violences policières.

Nous appelons à la participation aux différentes journées nationales de mobilisation dans les semaines à venir (notamment la journée du mercredi 29 janvier 2020). À cette fin, nous appelons à la banalisation des cours et des examens les jours de mobilisation, mais aussi nous appelons nos collègues enseignant-e-s à ne pas sanctionner les absences pour que les étudiant-e-s puissent se mobiliser et préparer des actions.

De manière générale, l'assemblée générale appelle les enseignant-e-s à se mettre en grève et à utiliser ce temps pour participer, aux côtés des étudiant-e-s et personnels administratifs, à l'organisation d'actions locales, en particulier l'organisation d'une université populaire sur le campus de Bobigny, afin de proposer des cours alternatifs ou des lieux de débat sur le campus.

Un comité de mobilisation s'est créé à l'issue de l'Assemblée générale pour préparer des actions locales en lien avec l'ensemble des mouvements sociaux en cours.

L'AG a mandaté des représentant-e-s étudiant-e-s et enseignant-e-s pour la Coordination nationale des facs et labos en lutte (les 1^{er} et 2 février à Saint-Denis).

Enfin, nous condamnons fermement la décision de la présidence de l'Université de refuser l'entrée à des syndicalistes d'autres secteurs en lutte (RATP, SNCF, Éducation nationale), venus témoigner de leur mobilisation. Il aura fallu que l'ensemble de l'AG se déplace physiquement jusqu'aux grilles de l'Université pour obtenir leur entrée sur le campus. Cet épisode rappelle la nécessité d'une mobilisation collective contre les entraves opposées au mouvement social.